

HAUCONCOURT Économie

Entreprises : dépasser la crise sanitaire

Son chiffre d'affaires a ralenti de 40 % mais il a choisi d'accélérer malgré la crise. Eric Pierson conduit depuis 20 ans les destinées d'Acreos qui exporte le made in Grand Est dans le monde entier. Pendant le confinement, il a conçu le premier simulateur pour auto-école avec le code Rousseau.

Il se souvient de « ce silence de mort ». Le 17 mars dernier, « sur une A31 déserte », il a pris la sortie Maizières-lès-Metz avant d'emprunter le rond-point vers le pôle industriel du Malambas. « C'était une ambiance de fin du monde » raconte avec émotion Eric Pierson, PDG d'Acreos, installé à Hauconcourt et à Morhange. « Sans voiture et sans vie. C'était très violent. C'est là que l'on comprend davantage encore que la seule richesse, ce sont les gens et pas le reste ».

Made in Grand Est

Huit mois plus tard et deux confinements plus loin, celui qui avait été reçu en janvier à l'Élysée pour saluer le made in France est entré dans « un tunnel qui ne cesse de se creuser ». « Quelle longueur fait-il ? » interroge celui dont la société « made in Grand Est » imagine et fabrique des simulateurs de conduite d'engins commercialisés dans trente-sept pays dans le monde.

Les craintes « d'un coup de frein violent »

Installée à Champigneulle (54), l'entreprise Pli-Concept, créée en 2002, est spécialisée dans le pliage de tôlerie fine. Elle travaille essentiellement pour le bâtiment, couvreurs, bardeurs, étancheurs, menuisiers, charpentiers... Sur tout le Grand Est.

Lors de la première vague covid, alors que les commandes cessent d'arriver, la PME qui compte une vingtaine de salariés et a bénéficié des mesures de chômage partiel, a fait le choix de ne pas faire appel à un prêt garanti par l'État (PGE), comme l'explique Damien Carlesso : « Si le deuxième confinement avait été le même que le premier, très honnêtement on n'aurait pas eu le choix. On y aurait fait appel, une fois ça passe, pas deux ».

Aujourd'hui, l'entreprise « tourne normalement, notre activité est soutenue », affirme Damien Carlesso, « et on a la chance de pouvoir continuer à fonctionner sans soutien, pour l'instant ». Une activité soutenue et « sous pression. Tout le monde veut finir l'année comme si rien ne s'était passé, comme si l'activité ne s'était pas arrêtée pendant deux mois. On nous met des délais irréalisables, cela rend les gens agressifs. On veut tout, tout de suite. Mais nous produisons, nous ne sommes pas une unité de stockage ».

Des investisseurs frileux

Les craintes de Damien Carlesso ne s'inscrivent pas dans l'immédiat : « Aujourd'hui dans le bâtiment, tout le monde a du travail jusqu'à la fin du 1^{er} trimestre 2021.

« Organisations transformées »

Eric Pierson le sait : la vie d'un chef d'entreprise n'est jamais une longue ligne droite. « Être entrepreneur, c'est accepter le risque et tenter, au mieux, de le maîtriser » explique celui qui met « l'humanisme, l'équité et la transparence » au centre de son management. Qu'a-t-il alors appris de ces onze derniers mois où il a perdu 40 % de son chiffre d'affaires ? « Cette crise nous a permis de transformer profondément nos organisations. 2020 nous a fait gagner trois, peut-être même quatre ans ».

« Plus forts »

Changer de modèle pour « s'adapter à la contrainte », oui mais attention aux excès. « Je ne crois pas au tout télétravail » argumente-t-il en précisant que 8 de ses 43 employés étaient physiquement à Hauconcourt. « L'État mais aussi les collectivités locales ou BPI France nous ont aidés mais nous nous sommes endettés. Il faudra rembourser ce que nous avons emprunté. Une chose est certaine : nous serons beaucoup plus forts quand nous reprendrons ».

« S'adapter et rebondir »

Européen convaincu, il se demande pourquoi il y a autant « d'hétérogénéité dans les mesures sanitaires » sur le Vieux Continent ? « Les différences et

les contradictions alimentent le doute ». Mais jamais chez cet enfant de Marange-Silvange dont le papa, originaire de la Meuse, était dans la sidérurgie. « Ce déconfinement a été vécu assez douloureusement parce qu'il véhiculait de l'inquiétude. Il a fallu à nouveau s'adapter mais cela n'a pas pénalisé nos développements. On peut, malgré tout, rebondir et aller de l'avant » se félicite-t-il devant le premier simulateur de conduite.

100 exemplaires déjà vendus

« Nous l'avons conçu à distance et en plein confinement avec le code Rousseau » souligne Eric Pierson, aux commandes d'une Citroën C3 totalement revisitée. « On y retrouve le siège, le volant, le boîtier de vitesses manuel ou automatique ainsi que plusieurs caméras ». Entouré d'écrans à 360°, le candidat est littéralement transporté dans son apprentissage.

« Notre technologie révolutionnaire permet de l'évaluer avant de faire des heures avec un moniteur. C'est une économie du permis de 20 à 30 % et davantage de marges pour les entreprises d'auto-école ». Pas moins de 100 exemplaires ont déjà été vendus depuis septembre : « un démarrage fulgurant et historique ». Et un coup de maître pour ce redoutable joueur d'échecs.

P.-M. P.



Pli-Concept est spécialisée dans le pliage de tôles fines. Photo d'illustration ER/Michael DESPREZ

Mais derrière on entend dire que les investisseurs sont frileux. Il y a beaucoup de projets qui semblent ne pas vouloir sortir de terre alors que c'était imminent. Cela veut dire qu'il va y avoir un coup de frein et ce coup de frein risque d'être violent ».

« Il faudra rembourser »

Autre interrogation sur l'après : « Soutenir les entreprises c'est bien mais il faudra rembourser. Et si les gens n'y arrivent pas, qui va payer ? Il va y avoir une casse ».

Damien Carlesso fustige au passage le sort réservé aux petits commerces, totalement « injuste. Ce n'est pas justifié, c'est une erreur ».

M.-H.V.



« Après les auto-écoles, on va s'intéresser à l'agriculture avec une nouvelle génération d'outils très performants » promet Eric Pierson. Photo RL/Pascal BROCARD

La cellule de crise de l'UIMM réactivée

L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) Lorraine a réactivé sa cellule de crise, totalement dévouée aux industriels adhérents de l'Union mais également à toutes les entreprises de l'industrie de Lorraine, de la plus petite à la plus grande, précise son président Hervé Bauduin dans un communiqué.

Hervé Bauduin y rappelle l'importance qu'il y a à « s'investir dans une vraie solidarité économique, une vraie solidarité sociale entre NOUS », écrit-il. « Santé, économie, social, c'est la même chose, ou plutôt c'est la même personne : NOUS », trois piliers « indissociables ».

Lors de la première vague covid, des centaines d'appels sont arrivés à la cellule de crise de l'UIMM.



Hervé Bauduin, président de l'UIMM Lorraine. Photo RL

B. Deletré : « La crise agit comme un accélérateur des mutations économiques »



Bruno Deletré (au centre) : « Il y a des différences très importantes selon les secteurs, avec une hôtellerie-restauration dont l'activité est réduite à zéro par exemple, ou encore l'industrie aéronautique et d'autres pans de notre économie qui souffrent beaucoup moins. » Photo RL/Laurence SCHMITT

Bruno Deletré, qui vient d'être reconduit à la tête de la Fédération bancaire française pour la Région Grand Est, observe depuis le printemps derniers les soubresauts de la crise. Il estime que les dégâts à venir seront d'intensité et de nature variable en fonction des secteurs et des entreprises.

Le patron de la fédération bancaire française (FBF) dans le Grand Est ne change pas : Bruno Deletré, président du directoire de la Caisse d'Épargne Grand Est Europe et qui occupait déjà le fauteuil, y a été reconduit à la fin du mois d'octobre dernier. Une continuité à la tête de cette fédération professionnelle stratégique, singulièrement en cette période de crise sanitaire aux énormes conséquences économiques et financières.

« Depuis une quinzaine de jours, la FBF Grand Est participe aux instances de concertation régionales, avec la région Grand Est, la préfecture de région ainsi que de nombreux autres acteurs afin de partager les éléments de cette actualité et participer aux discussions sur les moyens à mettre en œuvre pour faire face », explique Bruno Deletré qui siègeait déjà au sein de ces instances au printemps dernier, lors du premier acte de la crise. Pour mémoire, les banques avaient alors largement apporté leur écot aux différents dispositifs imaginés alors, singulièrement à travers les reports d'échéance de cré-

dits aux entreprises, les prêts garantis par l'État, 7,2 milliards d'euros ayant été accordés aux entreprises du Grand Est et enfin, la mise en place des prêts rebonds ou du fonds Résistance notamment, imaginés par la Région.

Grandes disparités

Depuis le début du second confinement, « des PGE sont à nouveau sollicités par les entreprises mais de manière assez modérée pour l'heure », souligne Bruno Deletré. Ce qui ne signifie pas pour autant que la situation économique et financière des sociétés implantées dans le Grand Est ne soit pas préoccupante. « Il y a des différences très importantes selon les secteurs, avec une hôtellerie-restauration dont l'activité est réduite à zéro par exemple, ou encore l'industrie aéronautique et d'autres pans de notre économie qui souffrent beaucoup moins. La nature des dégâts qui sont à redouter est également variable : la chute drastique du recours à l'intérim par exemple signifie moins d'emplois immédiatement. » Une des clés du rebond pour les entreprises sera la capacité d'adaptation selon le patron de la FBF Grand Est : « Certaines habitudes de consommation ont évolué avec un développement accru du recours aux solutions numériques du fait de la crise. Cela devra être pris en considération et devrait accélérer les mutations économiques qui étaient en cours. »

H. B.